

L'an deux mil et quatre

Le onze juin.

Par devant Nous, Maître **Henri Van Eeckhoudt**, notaire de résidence à Sint-Martens-Lennik, et en la présence de Monsieur le Juge de Paix du Canton Jette, Monsieur Joseph Spruyt et de madame Naudin Pascale, greffier adjoint.

ONT COMPARU :

Monsieur **FRANÇOIS Dominicus**, né à Sint-Katharina-Lombeek le vingt-deux décembre mil neuf cent vingt. (RR 201222 209-23) et son épouse Madame **CORTVRIENDT Maria Francisca**, née à Wambeek le vingt et un mai mil neuf cent vingt-six, (RR 260521 192-50), demeurant ensemble à 1080 Brussel (Ganshoren), Hervormingslaan 77 - b 6.

Monsieur FRANÇOIS est ici représenté par son épouse madame Maria Francisca Cortvriendt prénommée, administrateur provisoire, nommée à cette fonction par décision du Juge de Paix du Canton de Jette le dix-huit octobre deux mil et un en autorisé à cette vente par décision du même Juge de Paix en date du vingt-cinq novembre deux mil et trois, dont une expédition des deux décisions restera ci-annexée pour être enregistré en même temps que cet acte, ainsi qu'une décision en date du sept juin deux mil quatre.

Mariés sous le régime de la communauté d'acquêts suivant leur contrat de mariage devant le notaire Hendrik Van Eeckhoudt à Sint-Martens-Lennik le dix-neuf mai mil neuf cent quarante-sept, régime non modifié jusqu'aujourd'hui, ainsi qu'ils le déclarent.

Ci-après dénommés "**le vendeur**".

Lequel comparant déclare par les présentes vendre, céder et transporter sous la garantie ordinaire de droit et pour franc, quitte et libre de toutes dettes privilégiées, hypothécaires ou autres empêchements quelconques, à et au profit de :

Monsieur **MULLENAERTS Michel Octave Yvon**, né à Schaarbeek le seize octobre mil neuf cent cinquante-deux, (RR 521016 047-53), divorcé, demeurant à 6820 Florenville, rue Lambermont, Muno, 69.

Ci-après dénommé "**l'acquéreur**".

Ici présent et déclarant accepter la pleine propriété du bien ci-après décrit :

Description du bien

Ville de Ganshoren (deuxième division)

Dans un immeuble à appartements multiples dénommé "L'Aiglon", situé Avenue Charles Quint 182, cadastré section A numéro 93/k/2 selon titre et cadastre pour une superficie de trois ares trente et un centiares, le bien privatif suivant : l'appartement situé au rez-de-chaussée, comprenant :



premier
feuillet
double

H524312

- a) en propriété privée et exclusive :
 hall d'entrée, salon, salle à manger, cuisine dominant sur le jardin, chambre à l'arrière, salle de bains, wc et le jardin pour une superficie d'environ deux ares trente-six centiares trente-huit dixmiliaires
 dans les caves : une cave à provision, une cave à charbon, indiquées sous les lettres REZ au plan annexé à l'acte de base
 b) en co-propriété et indivision forcée :
 un sixième dans les parties communes, y compris le terrain.

Origine de propriété.

Le bien précède appartient aux vendeurs pour l'avoir acquis des époux Camille Michel Joseph Hermans – Marie-Cathérine Joséphine Vanhex, à Wilrijk, suivant acte devant le notaire Herman Raspé à Dilbeek le vingt-deux avril mil neuf cent soixante-quatre, transcrit au troisième bureau des hypothèques à Bruxelles le vingt-sept mai suivant volume 2899 numéro 12.

L'acquéreur devra se contenter de l'origine de propriété qui précède sans pouvoir exiger du vendeur d'autre titre qu'une expédition des présentes.

Clauses et conditions

1) Le vendeur déclare que le bien est libre d'occupation à partir de ce jour et l'acquéreur aura la propriété et la libre jouissance par la prise en possession réelle à partir de ce jour à charge d'en payer et supporter les impôts, taxes et charges généralement quelconques à partir de la même date, comme il devra intervenir dans les charges communes suivant les conditions prévues dans l'acte de base et suivant les décisions prises par les assemblées générales des copropriétaires, à partir de la même date.

A. Charges Communes

Conformément à l'article 577-11 paragraphe 1 du Code Civil, le notaire instrumentant a demandé le vingt-et-un janvier deux mil et quatre au syndic de l'immeuble de lui faire parvenir un état:

1° du coût des dépenses de conservation, d'entretien, de réparation et de réfection décidées par l'assemblée générale avant la date de la transmission, mais dont le paiement ne devient exigible que postérieurement à cette date.

2° Des frais éventuels liés à l'acquisition des parties communes, décidés par l'assemblée générale avant la date de la transmission, mais dont le paiement ne devient exigible que postérieurement à cette date.

3° Des dettes certaines dues par l'association des copropriétaires à la suite de litiges nés antérieurement à la date de la transmission, mais dont le paiement ne devient exigible que postérieurement à cette date.

Par "date de transmission" les parties entendent la date des présentes.

Un paiement est réputé exigible à compter du jour ouvrable qui suit la date d'envoi de la demande de paiement par le syndic.

P.R. 679-2003030-77.
Zegel : 22.22
Loon : 22.22
SAMEN : 251.64

De Hypotheekbewaarder,
 W. KESTELRYN

3838

OVERGESCHREVEN te Brussel, 3° Hypotheekkantoor,
 order formaliteit nr 50 - T - 3010712004, 03662
 en ambtelijke INGEGESCHREVEN nr 50 - I -
 Kosten : twee honderd acht en vijf / 100 en negen / 100 cent.

Bet. VBC d'ave 17/11/2004

3 de en laatste blad



Voor eensluidende uitgifte,
De Hoofdgriffier,

Clara Stas
Clara STAS

GRIFFIE VAN HET VREDEGERECHT VAN HET KANTON JETTE

Datum : 08.06.2004

U.O.R. nr. : 1461

1 blz x 1,5 EUR

Gegeven recht : 1,5 EUR

De Hoofdgriffier,

Clara Stas
Clara STAS

Geregistreerd *duo* bladen - verzending
te LENNIK de 24-06-2004
Boek 70 blad 74 vak 14
Ontvangen: vijftien euro (25.00 - EUR)

DE ONTVANGER a.i.

Van Cauwelaert K.

VAN CAUWELAERT K.
VERIFICATEUR

pour expédition conforme

16

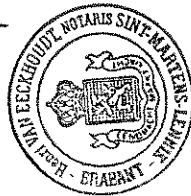
Van Cauwelaert K.

deuxième
feuillet
double

H524311

16-0-07

[Signature]



Les montants sub 1°, 2° et 3° seront supportés par l'acquéreur; de même, toutes les décisions qui seraient prises par l'assemblée générale des copropriétaires entre la date de transmission et de l'acte notarié seront pour le compte exclusif de l'acquéreur.

Il sera subrogé dans les droits et obligations du vendeur y résultant dans les limites rappelées ci-dessus.

B. Charges périodiques.

Sans préjudice aux dispositions qui précèdent, les charges communes périodiques seront supportées par l'acquéreur à compter de son entrée en jouissance. Le décompte en sera établi par les soins du syndic.

C. Fonds de réserve.

Les parties déclarent savoir que la quote-part du vendeur dans le fonds de réserve de l'immeuble reste appartenir à l'association des copropriétaires.

Le syndic a répondu par sa lettre du quatre février suivant et l'acquéreur déclare avoir reçu une copie de cette lettre.

2) Le bien décrit est vendu dans l'état et la situation où il se trouve actuellement sans aucune garantie pour mauvais entretien ou mauvais état des bâtiments soit pour vices de construction apparents ou non apparents, vétusté ou autre cause, soit pour vices de sol ou du sous-sol, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes, continues ou discontinues, pouvant l'avantager ou le grever, sauf à l'acquéreur à faire valoir les unes à leur profit et à se défendre des autres, mais à ses frais, risques et périls sans l'intervention du vendeur ni recours contre lui.

3) La contenance ci-dessus indiquée n'est pas garantie, toute différence entre la contenance réelle, fût-elle de plus d'un vingtième, fera le profit ou la perte de l'acquéreur.

4) L'acquéreur sera subrogé pour le surplus dans tous les droits et obligations du vendeur.

5) Les compteurs et canalisations qui se trouveraient dans le bien vendu et qui appartiendraient à des tiers ou des compagnies concessionnaires ne sont pas compris dans la vente.

6.a) En cas de démolition, construction, reconstruction ou transformation, l'acquéreur devra se conformer aux règlements et prescriptions des autorités compétentes, et de tous arrêtés et règlements en la matière.

Le bien, objet des présentes, n'a pas fait à la connaissance des vendeurs, l'objet d'aucun plan ou projet d'expropriation ou d'aménagement ou d'un permis de bâtir ni d'un certificat d'urbanisme et en conséquence, le vendeur ne prene aucun engagement quant à la possibilité de construire sur les biens ou d'y placer des installations fixes ou mobiles pouvant être utilisées pour l'habitation.

Aucune construction ni installation fixe ou mobile pouvant être utilisée pour habitation ne peut être édictée sur les biens tant que le permis de bâtir n'a pas été obtenu.

6.b) En application de l'article 174 de l'Ordonnance, le notaire soussigné Henri Van Eeckhoudt a demandé le treize février deux mil quatre à la Commune de Ganshoren de délivrer les renseignements urbanistiques qui s'appliquent au bien vendu.

La commune a répondu dans sa lettre du trois mars suivant et l'acquéreur déclare en avoir reçu une copie.

Le vendeur aux présentes déclare que le bien objet des présentes n'a pas fait l'objet d'un permis d'urbanisme ou d'un certificat d'urbanisme laissant prévoir qu'un tel permis d'urbanisme ou d'un certificat d'urbanisme laissant prévoir qu'un pareil permis pourrait être obtenu et qu'il n'est pris aucun engagement quant à la possibilité d'effectuer sur le bien aucun des actes et travaux visés à l'article 84, paragraphe 1 de l'Ordonnance.

Par conséquent, aucun des actes et travaux dont question ne peut être effectué sur le bien objet de l'acte, tant que le permis d'urbanisme n'a pas été obtenu.

7) L'acquéreur sera subrogé par le seul fait des présentes dans tous les droits et obligations du vendeur résultant de polices collectives d'assurance contre incendie ou autres risques relativement au bien vendu et ce conformément aux stipulations de l'acte de base de l'immeuble, dont plus amplement question ci-après.

L'acquéreur sera tenu de continuer ces polices d'assurance en cours, et de faire la mutation à la compagnie d'assurances ou le gérant-syndic dans le mois des présentes et d'en payer les primes à compter des plus prochaines échéances.

En ce qui concerne les abonnements relativement aux eau, gaz et électricité, l'acquéreur devra les continuer et en payer les redevances à compter des plus prochaines échéances.

8) Le précompte immobilier, ainsi que tous les autres impôts et charges, seront supportés par l'acquéreur à partir d'aujourd'hui.

Le vendeur déclare qu'aucune taxe de recouvrement n'est due.

9) Les vendeurs déclarent qu'aucun préprojet ou projet de la liste des monuments et aspects de villes et sites, faisant l'objet d'une protection ne leur a été notifié, ni aucune décision de protection définitive ni aucune décision d'expropriation ni aucune copie d'un Arrêté de désaffectation et de rénovation du site, en ce qui concerne les biens vendus.

Statut immobilier.

Le complexe immobilier dont fait partie le bien présentement vendu, est régi par l'acte de base avec règlement de co-propriété dressé par le notaire Mertens à Bruxelles le vingt-six avril mil neuf cinquante-six, transcrit au sixième bureau des hypothèques à Bruxelles le quatorze mai suivant volume 1686 numéro 8.

L'acquéreur devra respecter les clauses et charges et conditions et servitudes des actes de base ainsi que toutes les décisions régulièrement prises par les organes compétents de la co-propriété, sans aucune exception, ni réserve et s'y soumettre de manière qu'aucun recours ne puisse être exercé par qui que ce soit, contre le vendeur.

L'acquéreur sera tenu de les imposer à ses successeurs, locataires ou ayants-droit, à quelque titre que ce soit.

L'acquéreur déclare avoir parfaite connaissance des stipulations dudit acte de base et reconnaît en avoir reçu une copie.

Lors de toutes mutations en propriété ou en jouissance, ayant pour objet tout ou partie du bien vendu, tous actes translatifs, ou déclaratifs de propriété ou de jouissance, y compris les baux, devront contenir la mention expresse que le nouvel intéressé a une parfaite connaissance de l'acte de base dont il s'agit ci-avant, ainsi que des déclarations

VREDEGERECHT VAN HET
KANTON JETTE

RV nr. : 2003/B/935

R E S C H I K K I N G

In het jaar tweeduizend en vier, op zeven juni,

wij, Joseph SPRUYT, Vrederechter van het kanton Jette, bijgestaan door PASCAL NAUDIN, afgevaardigd adjunct-griffier, zetelend in Raadkamer hebben de volgende beschikking geveld :

IN ZAKE : Mevrouw Maria CORFVRIENDT, wonende te 1083 Ganshoren, Hervormingslaan, 77 bus 6 ;

In zijn hoedanigheid van voorlopige bewindvoerder van :

Mijnheer Dominicus FRANCOIS, geboren op 22.12.1920, wonende te 1083 Ganshoren, Hervormingslaan, 77 bus 6, maar verblijvende te 1083 Ganshoren, Hervormingslaan, 63, HOME HEYDEKEN ;

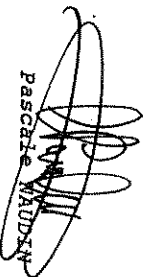
Gezien de beschikking van 25.11.2004 ;

dat de voorlopige bewindvoerder de bijzondere toelating vraagt om het onroerend goed te gelegen 1083 Ganshoren, Keizer Karellaan, 182, te verkopen volgens het ontwerp van akte van de Notaris Henri Van Eeckhoudt verblijvende te 1750 Sint-Martens Lennik, voor de prijs van 60.000 EUR ;

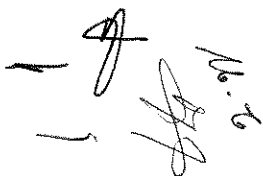
OM DEZE REDEN

Machtigen de voorlopige bewindvoerder om het onroerend goed te gelegen 1083 Ganshoren, Keizer Karellaan, 182, te verkopen volgens het ontwerp van akte van de Notaris Henri Van Eeckhoudt, verblijvende te 1750 Sint-Martens Lennik, voor de prijs van 60.000 EUR ;

Verklaren onderhavige beschikking uitvoerbaar niettegenstaande alle verhaal ;


Pascale NAUDIN

Joseph SPRUYT


No. 6

Rep. nr. : 3463

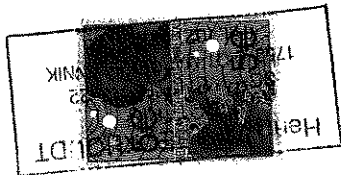
VREDEGERECHT VAN HET KANTON JETTE

Kardinaal Mercierplein, 11

1090 Brussel

Tel. : 02/425.53.15

FAX : 02/425.99.12



**Uittreksel der akten en minuten berustende
ter griffie van het Vredegerect van het
kanton Jette.**

troisième
feuillet
double

H524310



régulièrement prises par les organes compétents de la co-propriété; qu'il devra s'y soumettre et en respecter les clauses.

Prix.

La présente vente est consentie et acceptée pour et moyennant le prix de soixante mille euros (60.000,00 EUR)

Laquelle somme le vendeur déclare avoir reçu de l'acquéreur comme suit :

Préalablement à la passation des présentes la somme de six mille euros (6.000,00 EUR) dont entière quittance et décharge.

Et le solde ou la somme cinquante-quatre mille euros (54.000,00 EUR) lors de la passation des présentes au moyen d'un chèque ING numéro 720363 tiré sur le compte 310.9051026.42 et un chèque numéro 135190 tiré sur le compte 310.9159048.06.

Paiement que le notaire soussigné a constaté personnellement.

Dont entière quittance et décharge sous réserve d'encaissement.

Monsieur le Conservateur des Hypothèques est formellement dispensé de prendre inscription d'office lors de la transcription des présentes.

Déclarations.

Les comparants déclarent qu'aucune requête en règlement collectif de dettes n'a été introduite à ce jour.

Les parties déclarent et reconnaissent que le notaire Henri Van Eeckhoudt leur a donné lecture de l'article 203 du Code de l'Enregistrement.

Tous les frais, droits et honoraires sont à charge de l'acquéreur.

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en leur demeure respective susindiquée.

Le notaire Henri Van Eeckhoudt, au vu des pièces officielles requises par la loi, certifie l'exactitude de l'état civil des parties comme il est mentionné ci-avant.

Les parties déclarent et reconnaissent que le notaire Van Eeckhoudt prémentionné leur a donné lecture de l'article 62 paragraphe 2 et de l'article 73 du Code des Taxes sur la Valeur Ajoutée.

A la demande expresse du même notaire, le vendeur a déclaré ne pas être assujéti à la T.V.A.

L'acquéreur demande l'application de l'article 46/bis de code des droits de l'enregistrement de la région de Bruxelles, et

- a) déclare qu'il n'est pas propriétaire pour la totalité en pleine propriété d'une autre bien immobilier qui est destiné en tout ou en partie à l'habitation;
- b) s'engage à établir sa résidence principale à l'endroit de l'immeuble acquis endéans les deux ans de la date de l'enregistrement de cet acte;
- c) s'engage à maintenir sa résidence principale dans la Région de Bruxelles-Capitale pendant une durée ininterrompue d'au moins cinq ans à compter de la date de l'établissement de sa résidence principale dans l'immeuble pour lequel la réduction a été obtenue.

D O N T A C T E.

Fait et passé à l'étude.

Date que dessus.

Après lecture faite, les parties ont signé avec Nous, Maître Henri Van Eeckhoudt, notaire agissant dans sa qualité de gérant de la société civile sous forme d'une société privée à responsabilité limitée "Henri Van Eeckhoudt-Notaris"

Suivent les signatures.

Geregistreerd drie bladen een verzending te Lennik, op vierentwintig juni tweeduizend en vier. Boek 576, blad 56, vak 7. Ontvangen duizend achthonderd vijfenzeventig euro (1.875,00 EUR). De Ontvanger a.i.: (getekend) Van Cauwelaert K. Verificateur.

Documents annexés.

Geregistreerd ~~huit~~ bladen - verzending
te LENNIK de ~~24-06~~ 2004
Boek ~~70~~ blad ~~74~~ vak ~~74~~
Ontvangen: vijftientig euro (25,00 - EUR)
DE ONTVANGER a.i.

VAN CAUWELAERT K.
VERIFICATEUR

huitième
feuille
double

25/11/23

10564

Rechtspraak van het giffierecht
Afschrift ter kennis gebracht in uitvoering
van het art. 488 bis
van het G.W.-B.W.

RV nr. : 2003/B/935

REP. NR. : 6329

RECHT VAN HET KANTON JETTE

B E S C H I K K I N G

In het jaar tweeduizend en drie, op vijftientwintig november,

Wij, Joseph SPRUYT, Vrederechter van het kanton Jette, bijgestaan door Pascale NAUDIN, afgevaardigd adjunct-griffier, zetelend in Raadkamer hebben de volgende beschikking geveeld :

IN ZAKE : Mevrouw Maria CORTVRIENDT, wonende te 1083 Ganshoren, Hervormingslaan, 77 bus 6 ;

in zijn hoedanigheid van voorlopige bewindvoerder van :

Mijnheer Dominicus FRANCOIS, geboren op 22.12.1920, wonende te 1083 Ganshoren, Hervormingslaan, 77 bus 6 maar verblijvende te 1083 Ganshoren, Hervormingslaan, 63, HOME HEYDEKEN ;

dat de voorlopige bewindvoerder de toelating vraagt om het onroerend te gelegen te Ganshoren, Keizer Karellaan, 182, te verkopen ;

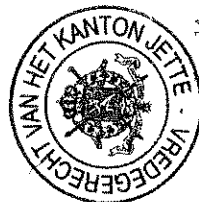
OM DEZE REDEN

Laten de voorlopige bewindvoerder toe het onroerend te gelegen te Ganshoren, Keizer Karellaan, 182, te verkopen, mits voorafgaandelijke mededeling van een ontwerp van verkoopovereenkomst of een verkoopcompromis ;

Verklaren onderhavige beschikking uitvoerbaar niettegenstaande alle verhaal ;

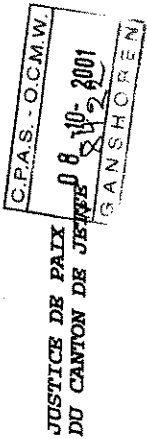
Pascal Naudin

Joseph Spruyt



Voor eensluidend afschrift
De Hooftgriffier

14



Nederlandsstalig
- danier aub.

Requête : désignation d'un administrateur provisoire
(art. 488 bis du Code Civil)

A Monsieur le Juge de paix du canton de Jette

Le - la soussigné(e) :

Nom : CORTVRIENDT

Prénom : Maria

Profession : met huwelijk

Adresse complète : Hervormingslaan 63 B 6
1083 Ganshoren

Lien de parenté ou autre : épouse - echtgenote

demande que :

Nom :

Prénom :

Lieu et date de naissance :

Adresse administrative complète :

quatrième
feuillet
double

Lieu de résidence : Hervormingslaan 63
1083 GANSHOREN

soit pourvu(e) d'un administrateur provisoire.

P.S. Zijn echtgenote stelt zich kandidaat

als volgorig bewindvoerder

Jette, le 9.10.2001

Signature

M. Cortvriendt

Nb. 1



il y a lieu de joindre à la présente un certificat médical
constaté.

1

VREDEGERECHT
VAN HET KANTON JETTE
Kardinaal Mercierplein, 11
1090 Brussel

Rep. Nr : 2442
KENNISGEVING

bij gerechtsbrief
onze referenties - art. 488 bis BW
R.V. nr. : 2001/B/381

De Heer FRANCOIS Dominicus
Home HEYDEKEN
Hervormingslaan, 63
1083 Ganshoren

Jette, 19.10.2001

M.

In bijlage, voor kennisgeving, eensluidend verklaard afschrift van de beslissing
gewezen door de Vrederechter van hogervermeld kanton op 18.10.2001.

IN ZAKE : FRANCOIS Dominicus



Hoogachtend,
De griffier,
Veronica HUBRICH

16-10-
1

VREDEGERECHT
van het kanton
JETTE

Kennisgeving beslissing art. 488bis van het B.W.

In uw antwoord vermelden ald
03B935 / 26-11-2003
art. 488bis van het B.W. -

Per gerechtsbrief

Mevr. CORTVRIENDT Maria
Francisca
Hervormingslaan 77 bus 6
1083 GANSHOREN

Rep./Reg. : 8200/2003
Onze Ref. : 03B935
Bijlage : eensluidend afschrift beslissing
Uw Ref. :
Betreft : CORTVRIENDT Maria Francisca
t/ FRANCOIS Dominicus

JETTE, 26-11-2003

Geeachte mevrouw,

septième
feuille
double

Ik heb de eer u hierbij kennis te geven van de beslissing genomen door de
vrederechter op 25 november 2003.

Met hoogachting,
De hoofdgriffier,

Clara STAS



16-10-
1

Geregistreerd vijf bladen - verzending
te LENNIK de 24-06-2004 14
Boek 70 blad 74 vak 14
Ontvangen: vijftiëntwintig euro (25.00 - EUR)

DE ONTVANGER a.v.

[Handwritten signature]

VAN CAUWELAERT K.
VERIFICATEUR

VREDEGERECHT VAN HET KANTON JETTE

Rep. Nr.: 4615

R.V. nr.: 2001/B/381
Vrijgesteld van het griffierecht
Afschrift ter kennis gebracht in uitvoering
van het art. 488 bis
van het G.W. - B.W.
BESCHIKKING (art. 488 bis B.W.)

Wij, Joseph SPRUYT, Vrederechter van het kanton Jette, bijgestaan door Veronica HUBRICH, griffier:

Gelet op het verzoekschrift van 11.10.2001 neergelegd door M. CORTVRIENDT Maria, gepensioneerde, wonende te Ganshoren, Hervormingslaan, 77 bus 6;

Gelet op de beschikking van vaststelling van 10.10.2001;

Gelet op de oproeping van 10.10.2001;

Gelet op het proces-verbaal van bezoek van 11.10.2001;

Dat blijkt uit het medisch attest gevoegd aan het verzoekschrift en de andere gegevens van deze zaak dat de hierna vermelde persoon niet in straat is haar goederen te beheren zodat met het oog op de bescherming ervan een voorlopige bewindvoerder dient toegevoegd te worden:

Stellen als voorlopige bewindvoerder voor M. FRANCOIS Dominicus, geboren te St-Katharina-Lombeek, op 22.12.1920, wonende te Ganshoren, Hervormingslaan, 77 bus 6, doch verblijvende te Ganshoren, Hervormingslaan, 63 home HEYDEKEN,

cinquième
feuillet
double

aan: Mevrouw CORTVRIENDT Maria Francisca, gepensioneerde, wonende te Ganshoren, Hervormingslaan, 77 bus 6;

Zeggen voor recht dat de voorlopige bewindvoerder gehouden is te handelen zoals bepaald in art. 488 bis van het B.W.;

Zeggen voor recht dat, ingevolge bepaling van art. 488 bis/c § 3 de aangeduide voorlopige bewindvoerder gehouden is Ons in te lichten over de ambstverrichtingen die hij uitvoert;

Zeggen voor recht dat de voorlopige bewindvoerder alle bevoegdheden heeft behalve wat voorzien is in art. 488 bis f § 3 al. 2;

Zeggen voor recht dat de voorlopige bewindvoerder recht heeft op een vergoeding gelijk aan 3% van de inkomsten van de beschermde persoon, behoudens uitzonderlijke omstandigheden;



Alles gegeven in Raadkamer van het Vrederecht van het kanton Jette, op achttien oktober tweeduizend en één.

Goedgekeurd de doorhaling van

gk. Veronica HUBRICH voor eensluidend afschrift
De Griffier



Joseph SPRUYT

bij gerechtsbrief - VBV
onze referenties - art. 488 bis BW
R.V. nr. : 2001/B/381

Mevrouw CORTVRIENDT Maria Francisca
Hervormingslaan, 77 bus 6
1083 Ganshoren

Jette, 19.10.2001

M.
In bijlage, voor kennisgeving, eensluidend verklaard afschrift van de beslissing
gewezen door de Vrederechter van hogervermeld kanton op 18.10.2001.

IN ZAKE : FRANCOIS Dominicus

Gelieve te noteren dat de voorlopige bewindvoerder :

- binnen de 8 dagen de aanvaarding van dit ambt schriftelijk moet bevestigen, zoniet zal de Vrederechter ambtshalve overgaan tot zijn vervanging.
- uiterlijk een maand na de aanvaarding, de aard en de samenstelling van het te beheren patrimonium van de beschermde persoon moet kenbaar maken in een geschreven verslag aan de Vrederechter.
- jaarlijks, alsook op het einde van zijn mandaat rekenschap van zijn beheer moeten verstrekken aan de Vrederechter en de beschermde persoon.



Hoogachtend,
De griffier,

Veronica HUBRICH

BESCHIKKING (art. 488 bis B.W.)

Wij, Joseph SPRUYT, Vrederechter van het kanton Jette, bijgestaan door Veronica HUBRICH, griffier :

Gelet op het verzoekschrift van 11.10.2001 neergelegd door M. CORTVRIENDT Maria, gepensioneerde, wonende te Ganshoren, Hervormingslaan, 77 bus 6 ;

Gelet op de beschikking van vaststelling van 10.10.2001 ;
Gelet op de oproeping van 10.10.2001 ;
Gelet op het proces-verbaal van bezoek van 11.10.2001 ;

Dat blijkt uit het medisch attest gevoegd aan het verzoekschrift en de andere gegevens van deze zaak dat de hierna vermelde persoon niet in staat is haar goederen te beheren zodat met het oog op de bescherming ervan een voorlopige bewindvoerder dient toegevoegd te worden ;

Stellen als voorlopige bewindvoerder voor M. FRANCOIS Dominicus, geboren te St-Katharina-Lombeek, op 22.12.1920, wonende te Ganshoren, Hervormingslaan, 77 bus 6, doch verblijvende te Ganshoren, Hervormingslaan, 63 home HEYDEKEN,

aan : Mevrouw CORTVRIENDT Maria Francisca, gepensioneerde, wonende te Ganshoren, Hervormingslaan, 77 bus 6 ;

Zeggen voor recht dat de voorlopige bewindvoerder gehouden is te handelen zoals bepaald in art. 488 bis van het B.W. ;

Zeggen voor recht dat, ingevolge bepaling van art. 488 bis/c § 3 de aangeduide voorlopige bewindvoerder gehouden is Ons in te lichten over de ambtsverrichtingen die hij uitvoert ;

Zeggen voor recht dat de voorlopige bewindvoerder alle bevoegdheden heeft behalve wat voorzien is in art. 488 bis f § 3 al. 2 ;

Zeggen voor recht dat de voorlopige bewindvoerder recht heeft op een vergoeding gelijk aan 3 % van de inkomsten van de beschermde persoon, behoudens uitzonderlijke verrichtingen ;

Aldus gegeven in Raadkamer van het Vrederecht van het kanton Jette, op achttien oktober tweeduizend en één.

Goedgekeurd de doorhaling van



Voor eensluidend afschrift
De Heidegriffier

Joseph SPRUYT

Veronica HUBRICH